

LE NÉO-LIBÉRALISME, UN OPIACÉ RELIGIEUX

Par Jean Blairon

Est-il possible de nier que nous assistons dans notre pays à une déconstruction systématique des protections et droits sociaux, à un « renversement de toutes les valeurs » qui ont conduit à ces conquêtes ?

Nous ne le pensons pas.

Il peut être utile dans ce contexte de s'intéresser aux façons qui sont employées par les auteurs et les partisans de cette déconstruction pour justifier leurs actions, pour rendre « acceptables » leurs « réformes » aux yeux de ceux qui n'en profiteront pas, voire s'en trouveront lésés ou détruits.

Nous laisserons de côté les slogans laborieux (« jobs, jobs, jobs ») et les données quelque peu biaisées qui sont mobilisées pour les faire accroire.

Nous essaierons plutôt de nous intéresser aux croyances qui sont largement diffusées dans l'opinion sous la forme de ce que nous pourrions qualifier de « religion du marché ».

Ces croyances remplissent en effet un rôle similaire à celui que Marx attribuait à la religion, capable de placer une auréole sur la « vallée de larmes » dans laquelle le peuple exploité vivait, pour en dissimuler la nature, si ce n'est la transformer en promesse de bonheur éternel.

On se souvient notamment de cette affirmation contenue dans l'introduction de *L'opium du peuple* :

« Exiger qu'il [le peuple] renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. »

L'entreprise néolibérale que nous observons consiste à faire en sorte que le peuple **renonce à renoncer** à une situation qui a besoin d'illusions ; pour cela, il faut évidemment tout faire pour qu'il croie à ces illusions qui masquent sa situation.

Trois émissions récentes nous permettent de voir, dans toute leur crudité, les actions cognitives qui sont déployées sans relâche pour entretenir ces illusions, qui sont les articles de foi que les partisans du néolibéralisme nous proposent d'embrasser.

LE PARADIS PERDU DU MARCHÉ PUR

La RTBF a très récemment proposé à ses auditeurs d'accéder à l'expression directe de telles actions cognitives, en les confrontant à des réponses critiques.

Un premier débat a ainsi opposé le 15/01/2018 Marc De Vos de l'Initerra Institute et Jean-Pascal Labille, Secrétaire Général de Solidaris, la mutualité socialiste.

Le titre de l'émission animée par Bertrand Henne était des plus clairs : « La hausse des inégalités est-elle une menace ou une chance ? »

Marc De Vos était venu faire la publicité de son dernier opus *Les vertus de l'inégalité*.

L'auteur prétend analyser « l'inégalité brute, avant la politique fiscale, avant la redistribution par la politique sociale ».

Cette redistribution est effectuée pour le spécialiste du think tank « à partir de la création de prospérité qui

vient du marché ».

Ces inégalités d'« avant la politique fiscale » seraient vertueuses parce qu'elles « permettraient au plus grand nombre de s'exprimer de façon personnelle, de s'orienter, de faire des choix et ce qui sort de cela, c'est le résultat de la diversité sociétale, des choix personnels, de l'effort, etc. »

Ces inégalités seraient donc positives puisque liées à la liberté, la diversité, l'expression qu'elles permettraient. Elles seraient le produit du fonctionnement d'un marché où la concurrence est saine. Par exemple, l'économie des connaissances est une économie où « si l'on a du talent et qu'on veut l'appliquer (sic), on n'a jamais connu une période aussi fabuleuse. »

Quant aux inégalités d'après la redistribution, elles pourraient être qualifiées de sociales ; l'auteur les considère comme regrettables, mais tend à les attribuer à « l'influence de la politique » qui vient au fond perturber le fonctionnement d'un marché sain.

Jean-Pascal Labille a, à juste titre, reproché à Marc De Vos de faire l'impasse sur les conditions dans lesquelles se trouvent les « compétiteurs » de ce prétendu marché sain, sur les « déterminants sociaux » qui affectent les possibilités de « choix personnels » et le développement de « talents ».

Nous ne pouvons que le suivre et souhaitons complémentarément attirer l'attention **sur les conditions qui déterminent elles-mêmes les conditions** dans lesquelles se trouvent les personnes : l'accès à tel type d'enseignement par exemple, la possibilité ou non de développer un capital culturel qui est, Pierre Bourdieu l'a démontré, la condition cachée de la possibilité d'acquisition et de développement de connaissances¹, le capital social qui permet, par un réseau de relations, de se voir offrir des « opportunités » dont on s'attribuera le mérite, etc.

Dans une économie de la connaissance, les conditions pour « exprimer un éventuel talent » sont elles-mêmes conditionnées par des niveaux d'accessibilité et des processus de développement inégalement distribués selon les conditions d'existence.

Mais il convient surtout de rappeler qu'il n'y pas de marché pur « avant » la « redistribution », pas d'espace social « sain » où pourraient s'exprimer librement une diversité de talents.

La croyance que Marc De Vos voudrait nous voir embrasser fonctionne, mutatis mutandis, comme le mythe du péché originel dans le champ religieux.

Le mythe du péché originel postule en effet lui aussi une création d'être parfaits (« sains ») ; après avoir succombé à la tentation (de la redistribution) de la pomme, ils sont déchus et condamnés à l'inégalité (des genres), à la sexualité honteuse, au travail et à la souffrance².

Sauf qu'il faut une bonne dose d'aveuglement pour ne pas se demander d'où pourraient bien venir ces êtres sexués d'avant la sexualité...

Qu'à cela ne tienne, l'essentiel est sauf : on peut expliquer d'une part que les créatures de Dieu ont été faites parfaites, qu'elles connaissent le malheur à cause d'une faute (c'est-à-dire d'un choix) qui leur est imputable, et que le bonheur initial peut être retrouvé moyennant la foi et les comportements qu'elle s'autorise à exiger.

1 Cf. « A la rencontre des parents et des enfants qui fréquentent les écoles de devoirs », Recherche commanditée par l'ONE, RTA asbl, 2016, p. 72. La recherche montre l'importance du capital culturel incorporé par les enfants dans la sphère familiale, www.one.be/fileadmin/user_upload/professionnels/Recherche/Rapport_EDD_2017.pdf.

2 Le texte suivant est le texte officiel publié par l'Association épiscopale liturgique pour les pays francophones, www.aelf.org/bible/Gn/3 :
 « 16 Le Seigneur Dieu dit ensuite à la femme : « Je multiplierai la peine de tes grossesses ; c'est dans la peine que tu enfanteras des fils. Ton désir te portera vers ton mari, et celui-ci dominera sur toi. »
 17 Il dit enfin à l'homme : « Parce que tu as écouté la voix de ta femme, et que tu as mangé le fruit de l'arbre que je t'avais interdit de manger : maudit soit le sol à cause de toi ! C'est dans la peine que tu en tireras ta nourriture, tous les jours de ta vie.
 18 De lui-même, il te donnera épines et chardons, mais tu auras ta nourriture en cultivant les champs.
 19 C'est à la sueur de ton visage que tu gagneras ton pain, jusqu'à ce que tu retournes à la terre dont tu proviens ; car tu es poussière, et à la poussière tu retourneras. »

Très similairement, les « mauvaises inégalités » ne peuvent au fond être corrigées que par la foi en un retour au marché pur (et les sacrifices que la marche vers lui peuvent imposer).

Et Jean-Pascal Labille a raison de rappeler que la théorie du ruissellement n'est pas fondée scientifiquement : la théorie du ruissellement est celle qui affirme que ceux qui se trouvent « en haut » (les méritants entrepreneurs dont le talent seul crée la prospérité en vertu des inégalités positives) assurent la prospérité générale, donc aussi celle de ceux qui se trouvent en bas (par voie de conséquence)...

Sauf que ceux qui se trouvent « en haut », grâce à la vertueuse inégalité d'avant la redistribution, n'ont de cesse que de se mettre à côté de la société, en fraudant massivement fiscalement, tariissant la source de ce qui est supposé « redescendre » par « ruissellement ».

Tarissant, mais pas pour tous ; quant à ceux qui se trouvent « en bas », ils attendent en vain de se voir irrigués.

La croyance dans le paradis perdu du marché pur qu'il faudrait retrouver moyennant les sacrifices qui s'imposent (notamment en matière... de corrections des inégalités, désormais réputées impayables) est surtout une fiction utile pour configurer l'après, comme la croyance dans l'au-delà a pu convaincre les peuples d'accepter leur misères présentes, qu'on a pu leur repeindre en la condition même du bonheur futur.

La croyance dans « les bonnes inégalités » conduit de même à accepter voire accentuer les « mauvaises », en les présentant comme la condition du bonheur futur, puisque les politiques d'austérité et les restrictions qu'elles entraînent n'ont d'autre but affiché que de restaurer les conditions d'une saine concurrence libérant les talents des fidèles qui produiront, **après une crise** qui tend à durer toujours, la prospérité... pour tous, bien évidemment.

La diabolisation

Mais la fiction d'un péché originel ne tiendrait pas sans un diabolus ex machina : le serpent.

Il faut quand même pouvoir expliquer comment des créatures conçues comme bonnes par leur Créateur chutent pour devoir devenir déchues c'est-à-dire humaines...

Semblablement, pour pouvoir sauver la fiction du paradis perdu du marché pur, il faut diaboliser un acteur : ce sera l'Etat, acteur collectif par excellence, comme le qualifie Pierre Bourdieu.

Cette évocation est réalisée par un autre invité de la même semaine, le 17/01/2018, Thierry Afschrift, opposé à Christine Mahy.

Quand la Secrétaire Générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) demande que des mesures effectives soient enfin prises pour que les inégalités diminuent, et en appelle à des mesures structurelles de redistribution, l'avocat fiscaliste estime qu'il est impossible de redistribuer davantage.

Et d'accuser l'Etat d'être un instrument très inefficace :

« Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on capte beaucoup de richesses en Belgique puisque, on capte déjà à peu près 50 % de ce que les gens gagnent, c'est l'Etat qui le capte, je pense qu'il faudrait beaucoup se poser la question sur l'efficacité de l'Etat dont on peut quand même remarquer qu'elle est vraiment très faible et que avoir un instrument aussi mauvais que les pouvoirs publics et dire qu'ils prennent déjà beaucoup mais ils sont quand même très inefficaces, alors on va leur demander plus. Je pense que c'est peut être un peu réducteur et que, il faut peut être se demander **s'il n'y a pas meilleur moyen que d'utiliser la puissance publique.** »

Cette réponse révèle d'abord le déni dont sont capables les penseurs néo-libéraux et le voile d'ignorance qu'ils peuvent jeter sur la réalité.

N'oublions pas en effet les aides que l'Etat donne aux... entreprises dont l'efficacité est maximum (ou

nulle suivant le point de vue que l'on prend), puisque ces aides sont très peu conditionnées et qu'elles ne peuvent jamais être réclamées lorsque les dites entreprises décident par exemple de quitter le territoire. On entend rarement les libéraux demander que ces aides cessent absolument pour que le marché pur puisse fonctionner.

Alors que les penseurs néo-libéraux opposent l'Etat (inefficace, dépensier, lié à des intérêts particuliers »³) à « d'autres moyens », c'est-à-dire à d'autres acteurs, on oublie d'une part qu'il n'est pas d'autre acteur qui soit indépendant de l'Etat et on ne voit pas, d'autre part, quel autre acteur pourrait assurer avec plus de désintéressement une meilleure redistribution (ce qui n'implique pas que l'action étatique soit exempte de critiques).

Pierre Bourdieu donne l'exemple de l'enseignement, qui fournit le capital culturel indispensable à tout agent économique, et dont les coûts ne sont jamais pris en compte dans le cadre du mythe du « marché pur » :

« Cette théorie tutélaire [le néolibéralisme] est une pure fiction mathématique, fondée, dès l'origine, sur une formidable abstraction : celle qui, au nom d'une conception aussi étroite que stricte de la rationalité identifiée à la rationalité individuelle, consiste à mettre entre parenthèses les conditions économiques et sociales des dispositions rationnelles et des structures économiques et sociales qui sont la condition de leur exercice.

Il suffit de penser, pour donner la mesure de l'omission, au seul système d'enseignement, qui n'est jamais pris en compte *en tant que tel* en un temps où il joue un rôle déterminant dans la production des biens et des services, comme dans la production des producteurs. De cette sorte de **faute originelle** (nous soulignons), inscrite dans le mythe walrasien de la « théorie pure », découlent tous les manques et tous les manquements de la discipline économique, et l'obstination fatale avec laquelle elle s'accroche à l'opposition arbitraire qu'elle fait exister, par sa seule existence, entre la logique proprement économique, fondée sur la concurrence et porteuse d'efficacité, et la logique sociale, soumise à la règle de l'équité. »⁴

Ce biais permanent dans les raisonnements révèle la visée globale des croyances néolibérales diffusées massivement : attaquer systématiquement les collectifs, diffuser une représentation du monde « sain » qui est celui de la concurrence entre individus, gommant ainsi la question des conditions des conditions déterminant les choix « rationnels » (et libres, et vertueux, et méritants).

On n'est donc guère étonné de voir T. Afschrift s'opposer à une réforme de l'enseignement qui permettrait de ne pas répartir trop vite les possibles offerts aux jeunes selon leurs conditions :

« Ce qui m'inquiète un peu, on empêche la différenciation **voulue par des élèves, les élèves ont une certaine volonté, certains ont voulu se former plus rapidement pour des formations qui leur donneront un emploi rapidement**, je trouve, on doit leur laisser ce droit de choisir, on ne doit pas leur imposer bien entendu. »

Il suffit en effet de requalifier les inégalités en choix individuels et en « expressions de talents » pour garantir leur reproduction :

« on voit très bien qu'il y a des enfants qui à 12 ans ou parfois à l'âge de terminer la primaire ou plus tard, 13 voire 14 ans, ont envie de quelque chose et parfois le talent de le faire, mais pas le talent de

3 On appréciera cette affirmation : « Je pense que l'Etat fait son choix aussi, il ne fait pas toujours le choix qui s'impose, les gouvernants ce sont des être humains, ils font leurs choix en fonction de leurs intérêts propres ou en fonction des intérêts des groupes qui les ont appuyés et les groupes qui les ont appuyés, c'est pas nécessairement ceux qui ont le plus de besoins. » Quels acteurs humains désintéressés (« sains ») sont ici visés ?

4 P. Bourdieu, « Le néolibéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », in *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir, 1998, pp. 108-109.

suivre l'enseignement général. »

Et si la conséquence de ces dénis en cascade est d'être surexposés à des processus de désaffiliation, on imagine que la charité prodiguée par les industries culturelles devrait dès lors suffire à les corriger : les quelque quatre millions récoltés par Viva For Life n'ont-ils pas « rendu le sourire à tous les enfants pauvres pour leur avenir »... jusqu'à l'année prochaine ?

« Et pourtant le monde est là, avec les effets immédiatement visibles de la mise en œuvre de la grande utopie néolibérale : non seulement la misère d'une fraction de plus en plus grande des sociétés les plus avancées économiquement, l'accroissement extraordinaire des différences entre les revenus, la disparition progressive des univers autonomes de production culturelle, cinéma, édition, etc., par l'imposition intrusive des valeurs commerciales, mais aussi et surtout la destruction de toutes les instances collectives capables de contrecarrer les effets de la machine infernale, au premier rang desquelles l'Etat, dépositaire de toutes les valeurs universelles associées à l'idée de public, et l'imposition, partout, dans les hautes sphères de l'économie et de l'Etat, ou au sein des entreprises, de cette sorte de darwinisme moral qui, avec le culte du *winner*, formé aux mathématiques supérieures et au saut à l'élastique, instaure comme normes de toutes les pratiques la lutte de tous contre tous et le cynisme. »⁵

L'exemple type

Les hasards de l'actualité font que ces plaidoyers pour la croyance néolibérale ont été concomitants d'un « événement » dans le microcosme politique : le fait qu'Opaline Meunier, chargée officiellement par le Cdh, dont elle est membre, des relations avec la société civile, décidait de s'allier contre son propre parti à une liste montoise conduite par le néolibéral Georges-Louis Bouchez⁶.

Les justifications apportées par la jeune Cdh à sa conduite sont très illustratives du cynisme repeint aux couleurs du choix et des valeurs.

D'après elle, elle aurait une **mission précise** au sein du parti (elle veut probablement dire limitée), ce qui l'autoriserait, en ce qui concerne les futures élections communales, **à ne s'y sentir aucunement liée**, au point même de s'y opposer.

Deux éléments interpellent : pour la jeune Cdh, la croyance individuelle auto-proclamée est un argument suffisant ; elle est capable de requalifier une loi de conduite qui n'est plus qu'individuelle en... sacrifice.

« *Thomas Gadisseux* : Donc vous allez être contre votre parti ?

Opaline Meunier : Ben ce n'est pas contre mon parti, je veux bien respecter le fait que la majorité ne croie pas au projet, mais moi j'y crois et moi j'ai envie à 24 ans de pouvoir me battre pour un projet auquel je crois pour une ville dans laquelle j'ai toujours vécu et j'ai grandi. Et je ne pense pas qu'on soit dans une dynamique à l'heure actuelle, quand on voit la réorganisation politique, quand on voit le fait qu'on va vers des réformes de tous les partis, tous les partis en interne sont en train de se réformer et réfléchir à leurs façons de penser... Je pense que c'est complètement anachronique d'empêcher une jeune qui a envie de s'investir dans un projet multi-partis parce que je ne vais pas au MR enfin on va être clair. Je reste **complètement CDH** (nous soulignons), moi j'y crois à fond et donc je n'ai pas l'impression de trahir quoi que ce soit (...).

5 P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 116.

6 Cf. le débat de « Matin Première », le 17/1/18 www.rtf.be/auvio/detail_1-invitee-de-matin-premiere?id=2299580 ; O. Meunier est interrogée par T. Gadisseux.

(...) à l'heure actuelle on doit pouvoir admettre que les lignes bougent et qu'il y a une nouvelle façon d'envisager la politique. Et c'est peut-être avec ma propre personne, je me sacrifie peut-être sur l'autel de mon idéal pour le coup mais moi j'espère vraiment qu'on va pouvoir à l'avenir, eh bien, plutôt que de réfléchir [en termes de] dynamique globale et bien on va pouvoir parler de projets. Et moi c'est un projet auquel je crois et c'est un projet dans lequel je veux m'investir donc voilà c'est une vision de la ville auquel je crois, à laquelle je crois. »

Sans défendre pour autant des logiques qui seraient autoritaristes ou feraient offense au débat interne, nous pensons pouvoir dire que les lignes qu'Opaline Meunier croit voir bouger sont celles qui autorisent tout individu à ne se sentir lié que par ce qui l'arrange, quand ça l'arrange ou tant que ça l'arrange. La croyance ou la conviction (et le talent et la vertu, cela va sans dire) s'appuient sur une structure collective (un parti par exemple) qui n'est considérée que tant qu'elle offre les meilleures opportunités. Dans une logique de saine concurrence, on pourra toujours oublier dès que cela sera nécessaire que cette structure collective aura offert des conditions de réalisation qu'on pourra dénier en mettant en avant des intérêts individuels repeints aux couleurs de la conviction et de la vertu.

Comportement qui est dans le champ politique l'incarnation des croyances néolibérales que nous sommes invités à consommer sans modération, pour **renoncer à renoncer** à une situation d'inégalités accrues, qui ne peut se justifier que par des illusions.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Le néo-libéralisme, un opiacé religieux », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, février 2018, URL : www.intermag.be/627.